

Les fondements d'une politique énergétique européenne. Quelles perspectives pour la Méditerranée?

Prof. B. Mérenne-Schoumaker
Association Régionale de l'IHEDN
Toulon Var Corse, 27-02-10

Introduction

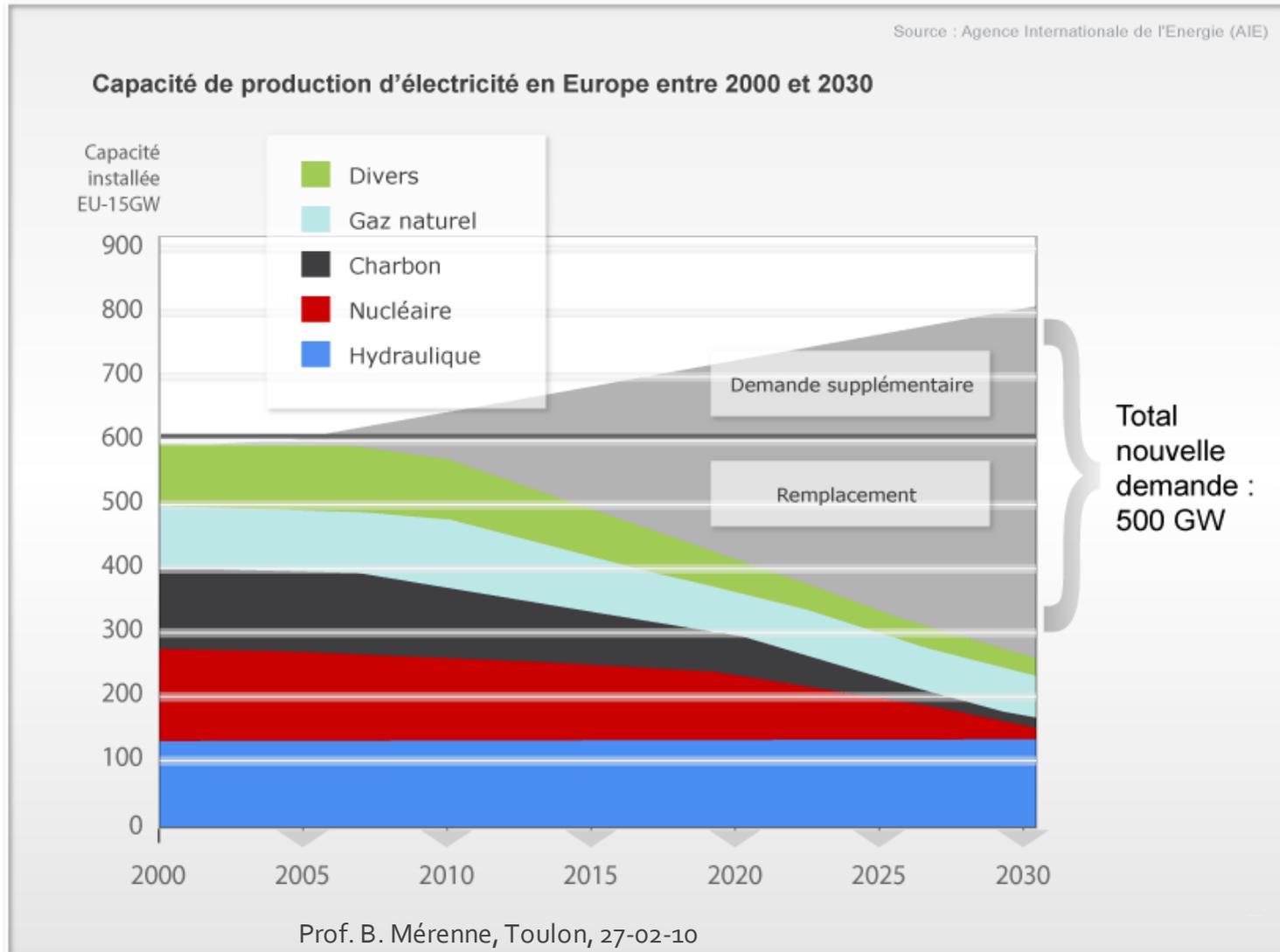
- Malgré la mise en place de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) en 1952 et un traité Euratom en 1958 , l'UE n'a toujours pas de réelle politique industrielle ni de réelle politique énergétique
- Certes, différentes mesures visant l'industrie ont été initiées à partir de 1990 et à la suite de la Stratégie de Lisbonne (2000) qui vise à faire de l'Union européenne « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde » à l'horizon 2010
- Parallèlement, il est de plus en plus question d'une politique énergétique.
- **L'objectif de cet exposé est comprendre le pourquoi de ces nouvelles stratégies en recherchant leurs fondements**

1. Les fondements d'une politique énergétique européenne

1.1. Un nouveau contexte

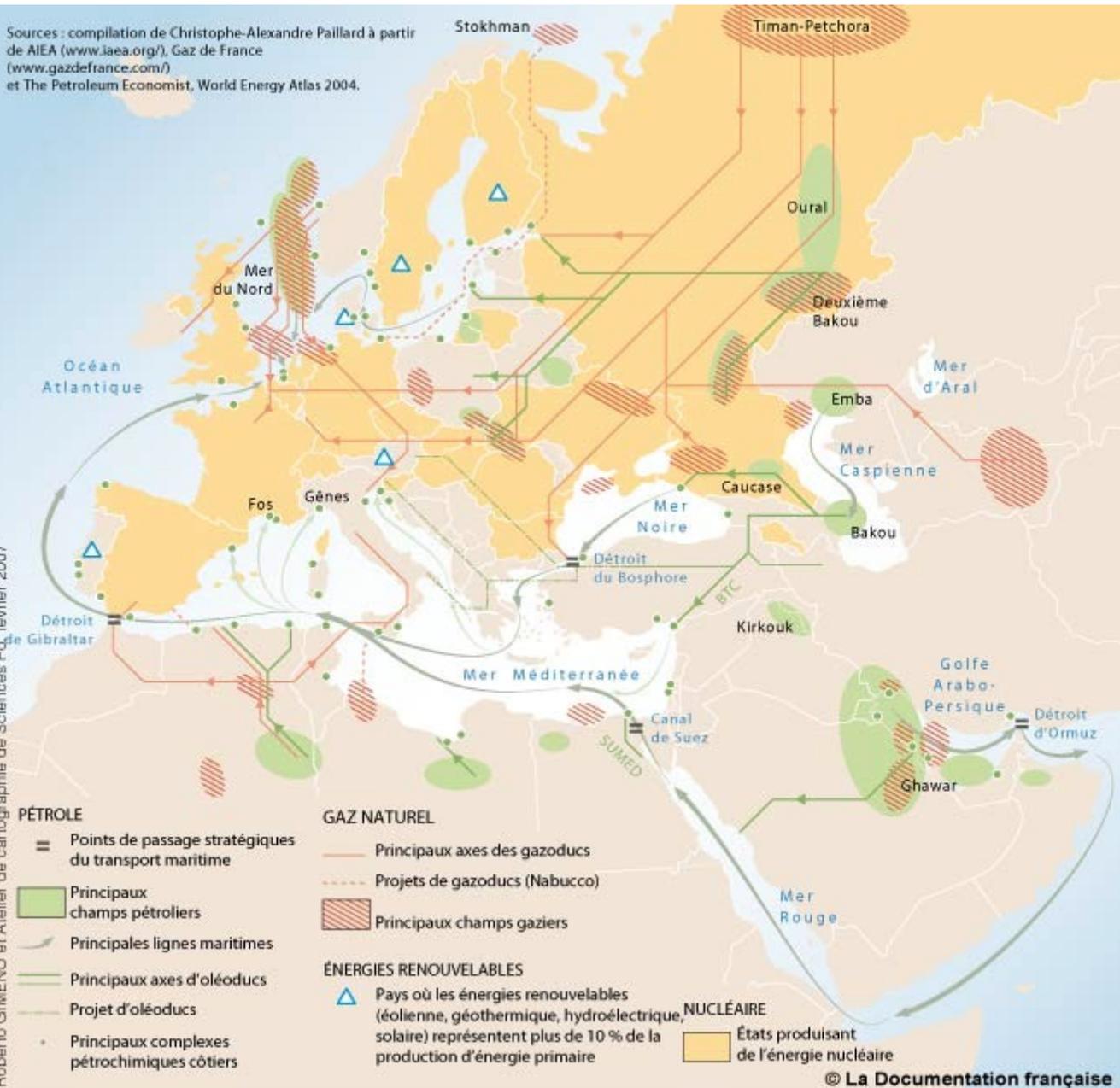
- Une énergie plus rare et plus chère
- Grande **incertitude** sur les avenir possibles
- De profondes mutations du **bouquet énergétique**
 - ↓ du charbon et du pétrole
 - Incertitudes sur le nucléaire (fermetures en B?-D-Su)
 - ↑ du gaz naturel et des ER
 - ↑ de la consommation sous la forme d'électricité
- Des obligations internationales en matière d'**environnement** (Protocole de Kyoto et après...)

Nouvelle demande en électricité



Sources : compilation de Christophe-Alexandre Paillard à partir de AIEA (www.iaea.org/), Gaz de France (www.gazdefrance.com/) et The Petroleum Economist, World Energy Atlas 2004.

Roberto GIMENO et Atelier de cartographie de Sciences Po, février 2007



PÉTROLE

- == Points de passage stratégiques du transport maritime
- Principaux champs pétroliers
- Principales lignes maritimes
- Principaux axes d'oléoducs
- Projet d'oléoducs
- Principaux complexes pétrochimiques côtiers

GAZ NATUREL

- Principaux axes des gazoducs
- - - Projets de gazoducs (Nabucco)
- Principaux champs gaziers

ÉNERGIES RENOUVELABLES

- △ Pays où les énergies renouvelables (éolienne, géothermique, hydroélectrique, solaire) représentent plus de 10 % de la production d'énergie primaire

NUCLÉAIRE

- États produisant de l'énergie nucléaire

© La Documentation française

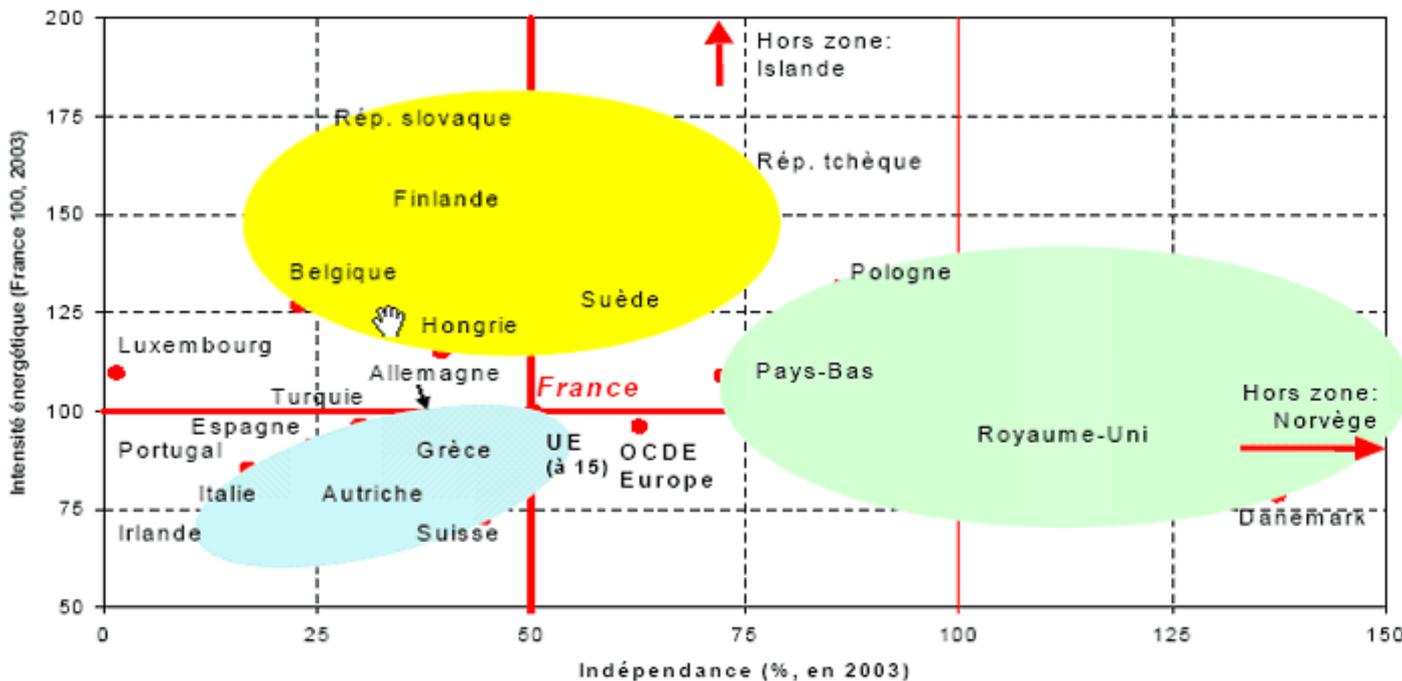
L'Europe de l'énergie

Source: Questions internationales n°24, mars-avril 2007

1.2. L'énergie, un secteur-clé mais avec une grande variété de situations selon les pays

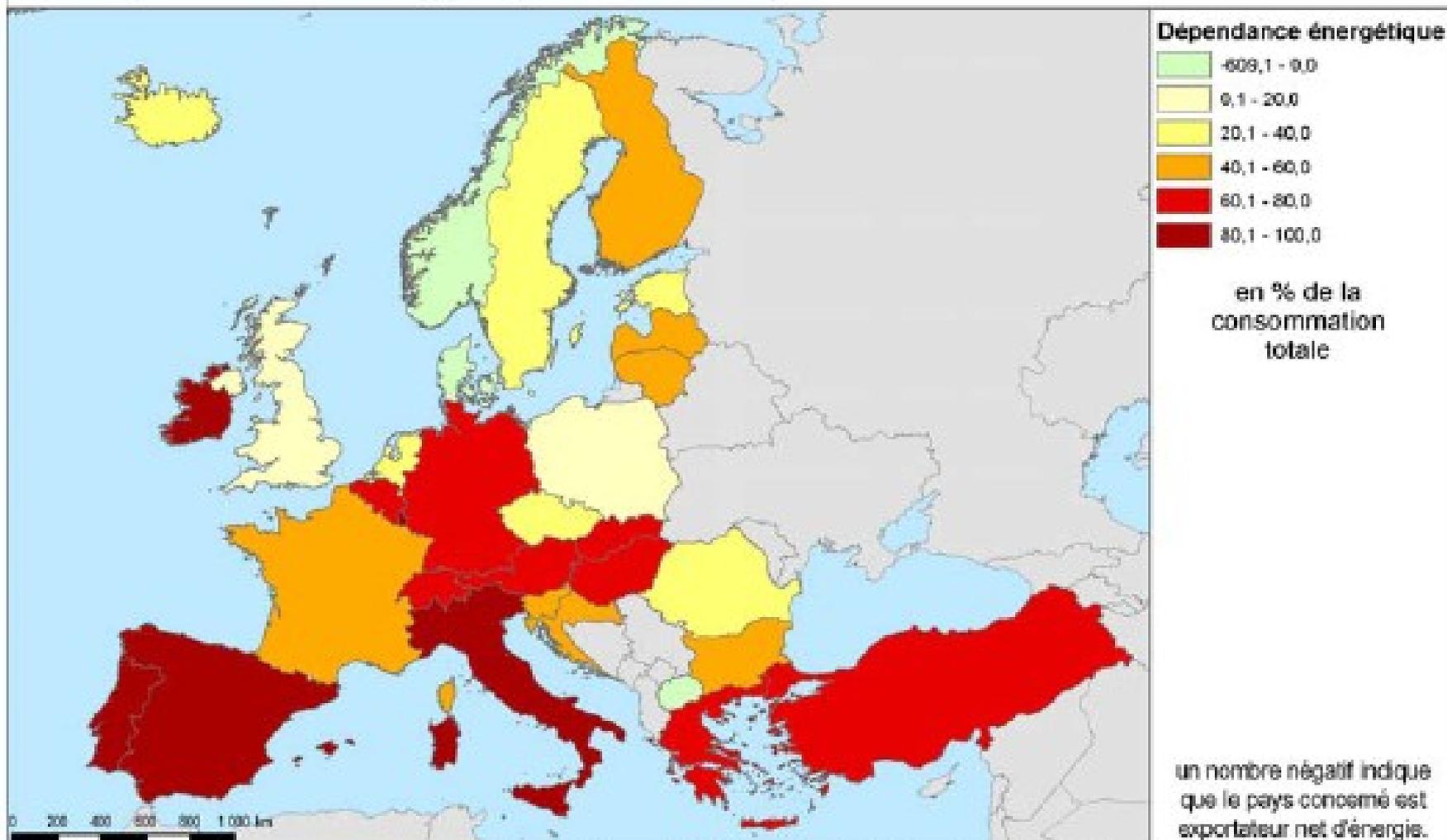
- Quatre groupes de pays
 - producteurs : Pays-Bas, Danemark, Royaume-Uni, Pologne
 - intensifs en énergie : pays du Nord, économie en transition
 - Moins intensifs mais plus dépendants : pays méditerranéens
 - intermédiaires : France, Allemagne

Int. éner = cons/PIB



Source : DGEMP

La dépendance énergétique de l'Europe



Source : Eurostat décembre 2007 - données 2005.

1.3. Une politique encore embryonnaire

Traité de Lisbonne
(23-06-07)

1. Assurer le fonctionnement du marché
2. Assurer la sécurité d'approvisionnement
3. Promouvoir l'efficacité énergétique, les économies d'énergie et les ER
4. Promouvoir l'interconnexion des réseaux

→ Des textes au début techniques, puis de plus en plus politiques

Outils

- A la Commission :
 - une DG "Transport & Énergie"
 - Commissaire Andris Piebalgs (LE) Gunther Oettinger (D)
- Au Parlement, une commission "ITRE"
(Industrie, Recherche et Énergie) En lien avec ENVI et CLIM
 - Directive "Performance énergétique des bâtiments" (déc. 2002)
 - Directive "Cogénération" (février 2004)
 - Livre Vert "Énergie sûre, compétitive et durable" (mars 2006)
 - "Paquet énergie" (janvier 2007)
 - Plan d'action "Efficacité énergétique 2007-2012"
 - "Paquet Energie-Climat" (janvier 2008)

+ Plan stratégique de technologie énergétique (nov. 2007)

Source : Mouvement européen, Février 2008.

1. 4. Trois grands types de mesures

1.4.1. Libéralisation du marché du gaz et de l'électricité

- **Première véritable politique** résultant d'une volonté de forcer la concurrence
- Enclenchée dans les années 1990
- **Principe** : séparer les fournisseurs (qui peuvent être des producteurs ou des intermédiaires), des transporteurs et des distributeurs
- **Conséquences** : internationalisation des marchés, accroissement de la concentration des sociétés et pour les consommateurs guère d'effets sur les prix car ↑ du coût des énergies primaires et nécessité de nouveaux investissements pour faire face à ↑ de la demande et développer les réseaux

2. 4. Trois grands types de mesures

2.4.2. Lutter contre le réchauffement climatique

- **Protocole de Kyoto** signé par les différents pays **ET l'UE** : 8% d'émissions de CO₂ en moins en 2012 par rapport à 1990
- Mise en place en **2005** de l'ETS (European Trading System), système d'échange des émissions par les établissements industriels et organisation des MOC (destinés à l'Europe de l'Est) et des MDP (destinés aux pays du Sud)
- Des options prises par le Conseil européen de **mars 2007** : +20% EE, -20% GES, +20% ER et 10% biocarburants
- Intégration de ces propositions dans le « Paquet énergie-climat » adopté par le Conseil européen en **mars 2008**
- Mais politique controversée en raison de la crise financière, de situations particulières et de la crainte de **perte de compétitivité**
- Accord le **12 déc 2008** par le Conseil du Paquet énergie-climat avec révision pour 2013-2020 de l'ETS, des objectifs nationaux pour la réduction des émissions hors industrie, la promotion des techniques de capture du CO₂, des objectifs chiffrés par pays pour les ER, la limitation des émissions pour les véhicules légers, l'inclusion des agrocarburants de 2^e génération

Les mesures du Paquet Energie-Climat de janvier 2008



Les engagements de l'UE

(Conseil européen de mars 2007)

Pour 2020 :

- émissions de CO₂ : - 20 % p/r à 1992
- consommation d'énergie : - 20 %
- au moins 20 % d'énergies renouvelables
- au moins 10 % de bio-carburants
- au moins 10 % d'interconnexions de réseaux

"Paquet Energie-Climat" janvier 2008

Source : Mouvement européen, Février 2008.

1. 4. Trois grands types de mesures

1.4.3. Promouvoir l'efficacité énergétique et les économies d'énergie

➔ Document 7.2. Les économies potentielles à réaliser par secteur dans l'EU

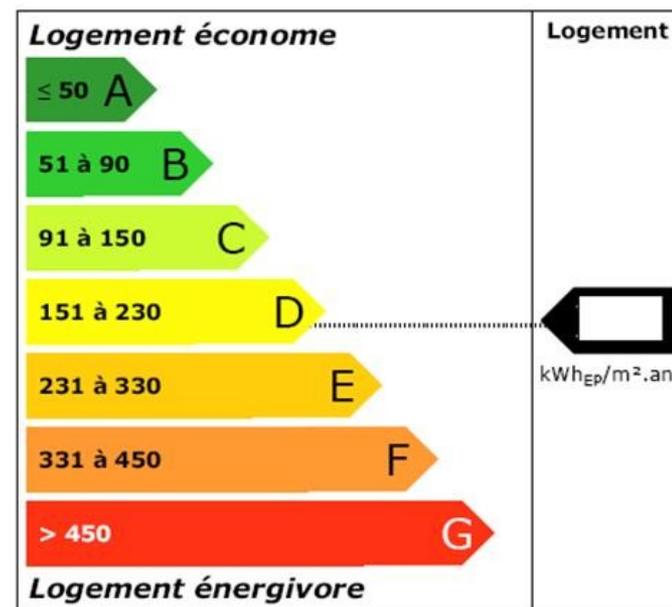
	2020 scénario 1		2020 scénario 2	
	Mtep	%	Mtep	%
Bâtiments :				
- chauffage/refroidissement	41	21,6	70	19,4
- appareils électriques	15	7,9	35	9,7
Industrie	16	8,4	30	8,3
Transport	45	23,7	90	25,0
Cogénération	40	21,0	60	16,7
Autre énergie, transformation...	33	17,4	75	20,8
TOTAL	190	100,0	360	100,0

Source : Commission de Communautés européennes, *Comment consommer mieux avec moins. Livre vert sur l'efficacité énergétique*, 22 juin 2005, pp. 37-38.

Et aussi via la cogénération

En particulier dans les transports

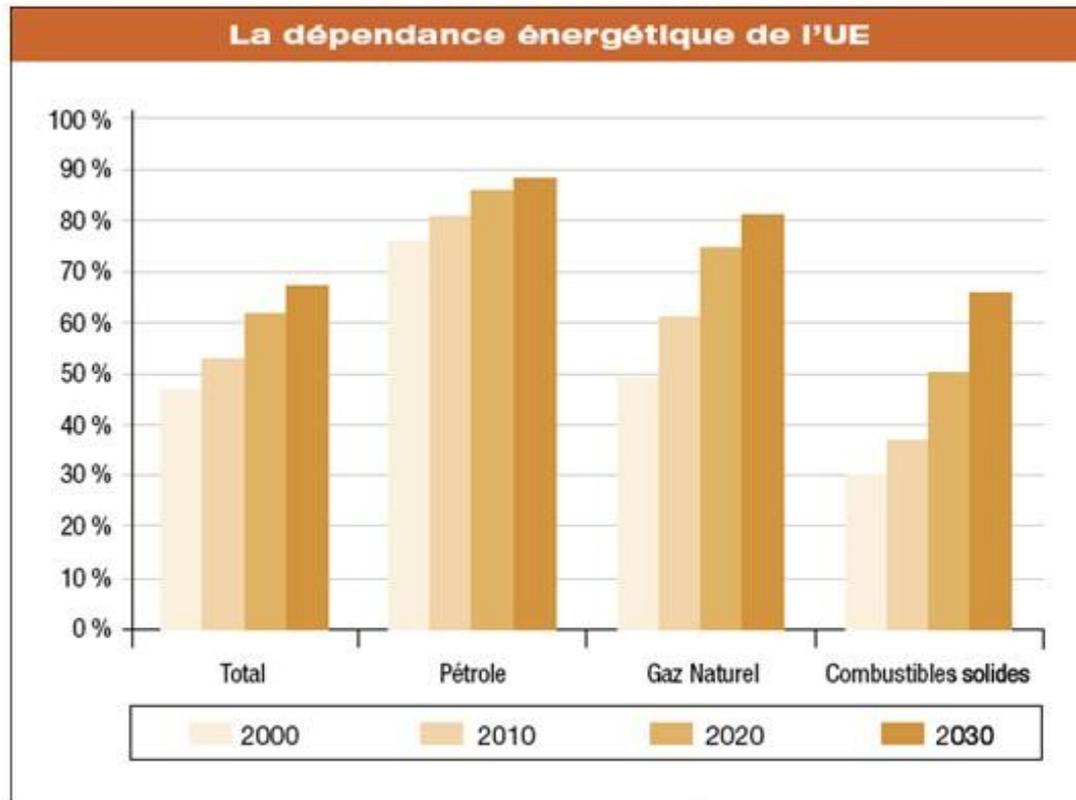
Et le logement



Source : Mouvement européen, Février 2008.

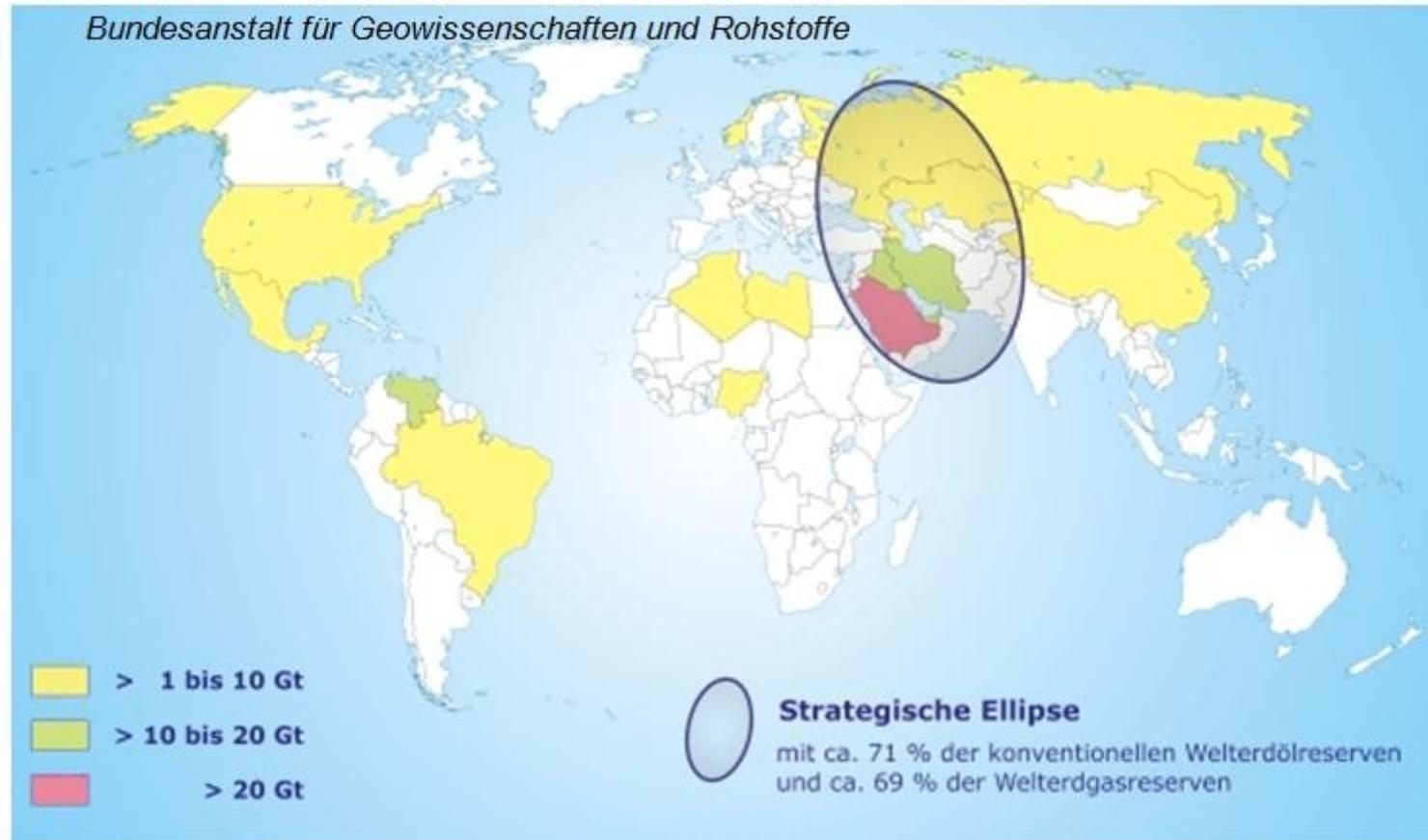
1.5. Mais d'autres mesures sont nécessaires

1.5.1. Assurer la sécurité de l'approvisionnement



Source : DG Énergie et Transport/Commission européenne

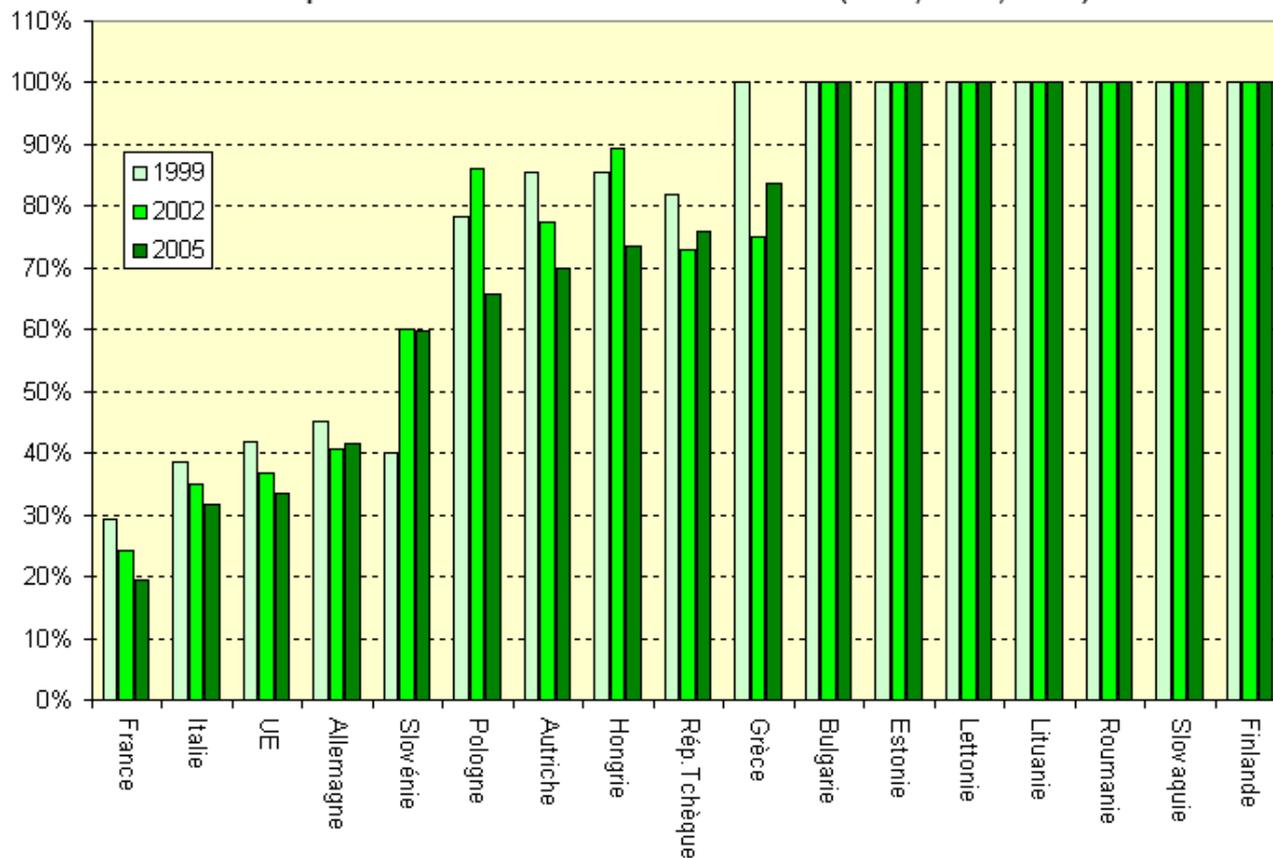
Une forte dépendance vis-à-vis des pays de l'ellipse stratégique



Source : Mouvement européen, Février 2008.

Evolution des importations de gaz par pays

Evolution de la part des importations de gaz naturel en provenance de la Fédération de Russie (1999, 2002, 2005)

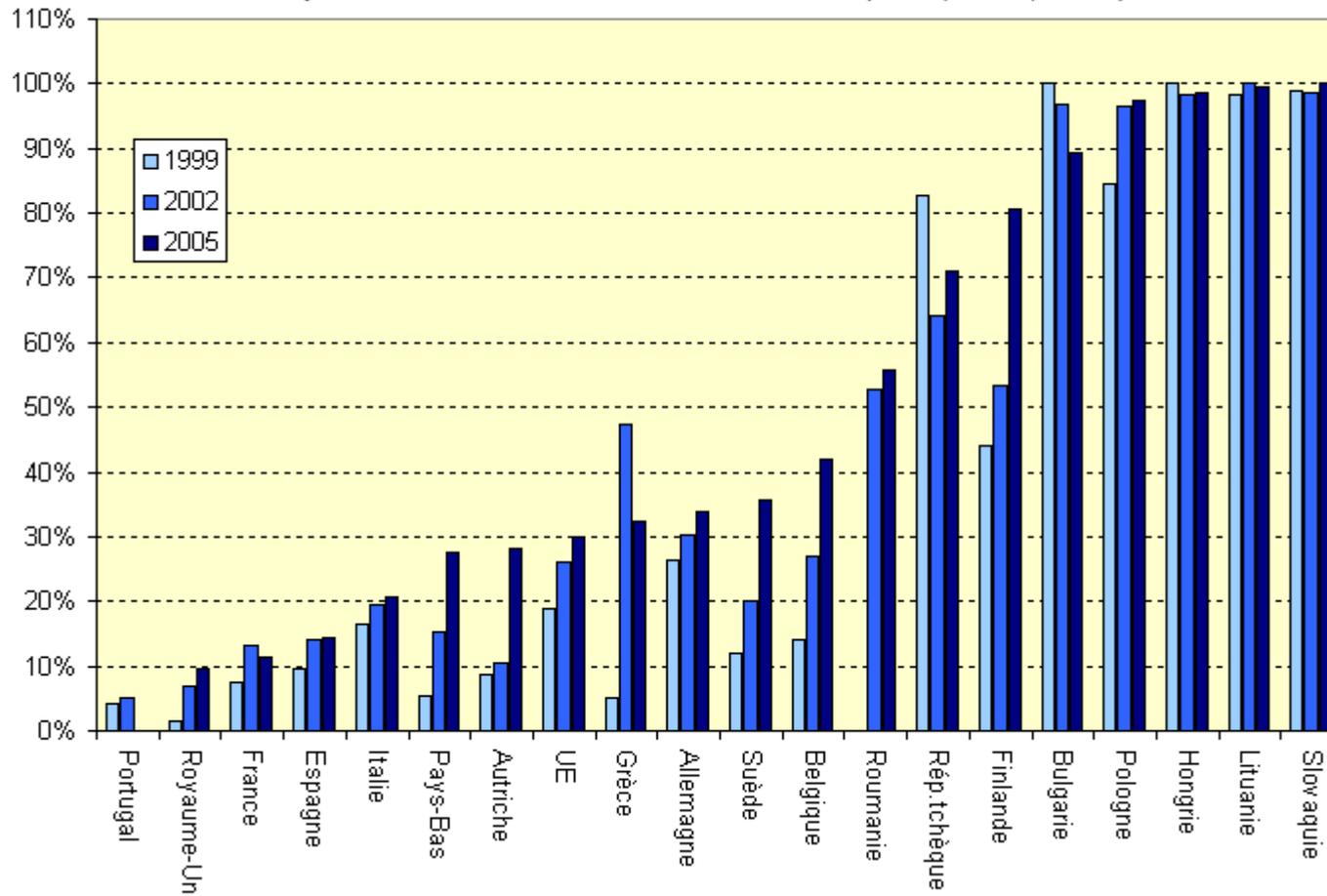


J. Vercueil, Géoconfluences,
20-12-2007.

Source : Eurostat ; Crédit : <http://geoconfluences.ens-lysh.fr>, ENS-LSH / DGESCO ; Réalisation : H. Parmentier, déc. 2007

Evolution des importations de pétrole par pays

Evolution de la part des importations de pétrole brut en provenance de la Fédération de Russie (1999, 2002, 2005)



Source : Eurostat ; Crédit : <http://geoconfluences.ens-lysh.fr>, ENS-LSH / DGESCO ; Réalisation : H. Parmentier, déc.2007

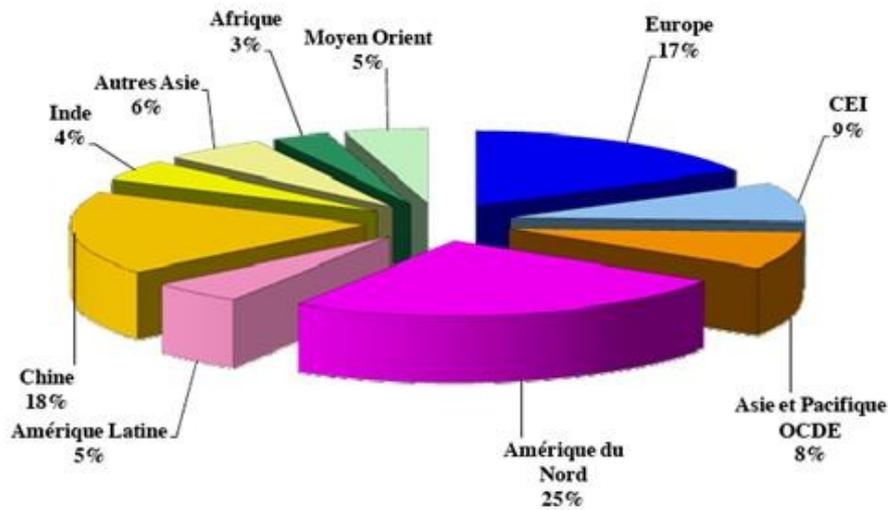
J. Vercueil, Géoconfluences,
20-12-2007.

1.5. Mais d'autres mesures sont nécessaires

1.5.2. Peser dans les relations internationales

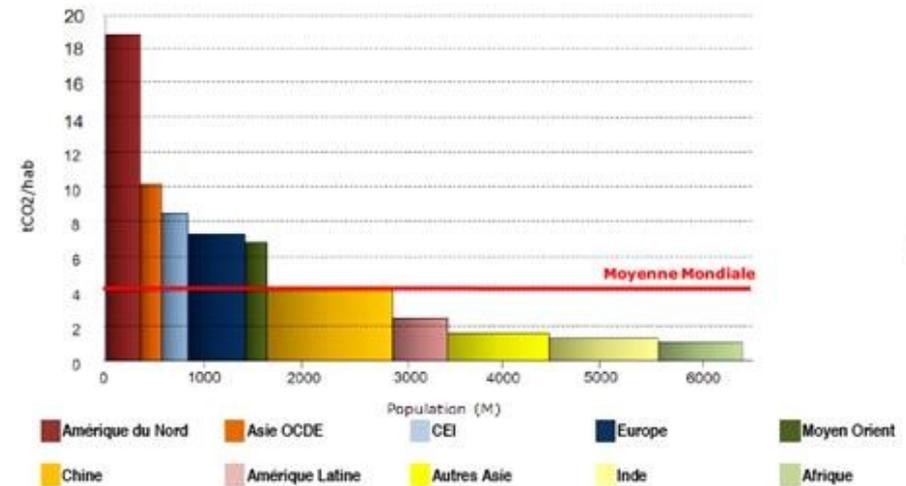
Notamment pour fixer les objectifs post-Kyoto

Figure 10 : Répartition des émissions mondiales de CO₂ liées à l'utilisation de l'énergie (2006)



Source : ENERDATA

Figure 11 : Émissions de CO₂ par habitant (2006)



Source : ENERDATA

1. 5. Mais d'autres mesures sont nécessaires

1.5.3. Pour résoudre le problème à long terme en

- Développant
 - les énergies renouvelables (mais quid des agrocarburants?)
 - Les économies d'énergie
 - Les pistes technologiques nouvelles (hydrogène, fusion)
 - Des biens plus efficaces d'un point de vue énergétique et des matériaux permettant d'économiser l'énergie (grâce par exemple à un taux de TVA réduit)

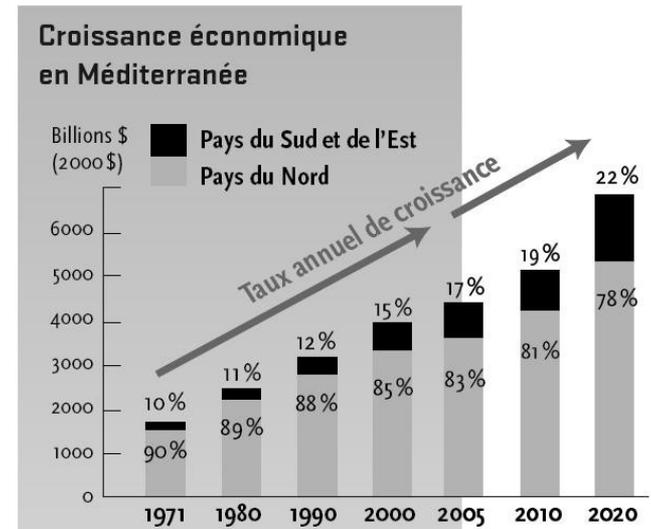
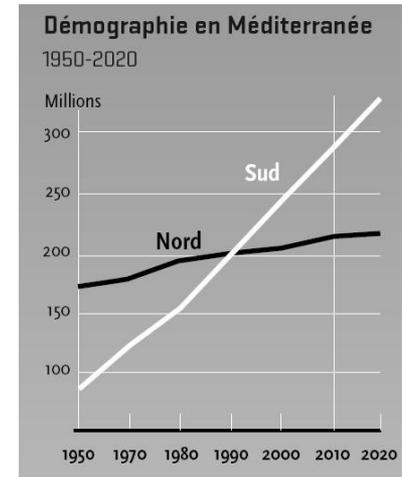
- Tout en assurant l'équité et la solidarité entre les membres, en cherchant à réduire les inégalités entre les citoyens et une croissance durable

2. Quelles perspectives pour la Méditerranée?

2.1. La Méditerranée : des pays très contrastés

- 25 pays
- Avec fortes différences entre rive nord et rive sud et entre pays d'une même rive
 - démographiques
 - économiques : un rapport pouvant aller de 1 à 20 entre l'Égypte et la France
- Des différences de prospérité influençant les relations plus sur le mode des dépendances que de la coopération

Source : IFEMED, oct. 2009



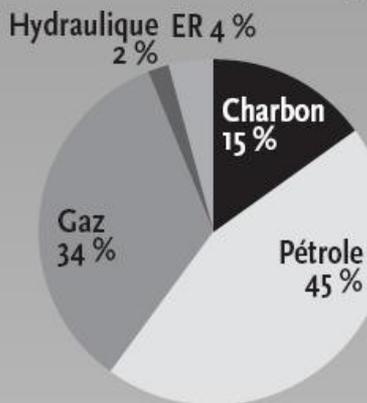
2.2. Une situation énergétique un peu particulière

- Des différences marquées N-S
 - Consommation : 1 tep/hab au S contre 3 au N
 - Plus forte domination des énergies fossiles au S (95 %) qu'au N (75 %) car nucléaire
 - Importants contrastes en termes d'électricité : PI au N en 2006 = 324 GW pour 211 M hab. contre 105 GW dans les PSEM pour 268 M hab.
 - De forts potentiels en ER (soleil et vent) au S peu exploités
 - Mais croissance partout de la part du gaz naturel et de la consommation sous forme d'électricité
 - Un déséquilibre qui devrait toutefois partiellement se réduire en 2020 : part du S passerait à 40 % contre 28 % en 2006
- Des ressources essentiellement au S
 - Sud = 5 % des réserves mondiales de pétrole et de gaz
 - Mais de fortes différences selon les pays
 - 70 % des exportations de pétrole et 90 % de celles de gaz d'Afrique sont destinées à l'Europe mais les producteurs méditerranées ne satisfont que pour 15 % des besoins de l'Europe

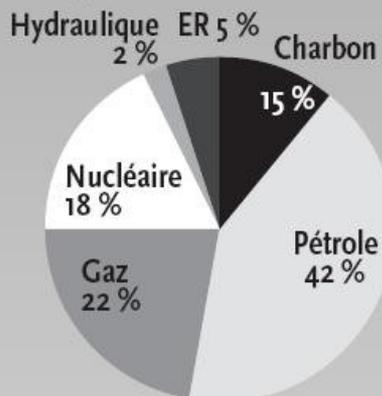
Consommation d'énergie primaire en Méditerranée, 2006

STRUCTURE

Pays du Sud : 284 Mtep
(millions de tonnes équivalent pétrole)



Pays du Nord : 721 Mtep



Réserves et production de pétrole et de gaz en Méditerranée 2006

	Pétrole			Gaz Naturel		
	Réserves (Mt)	Production (Mt)	Ratio R/P (années)	Réserves (Bcm)	Production (Bcm)	Ratio R/P (années)
Algérie	1545	95,0	16,3	4580	85,3	53,7
Tunisie	90	3,3	27,3	75	2,7	27,8
Libye	5 399	91,8	58,8	1491	14,8	100,7
Égypte	524	33,5	15,6	2047	52,8	38,8
Syrie	409	20,8	19,7	300	5,5	54,5
Italie	99	5,8	17,1	100	11,0	9,1
Méditerranée	8066	250,2	32,2	8593	172,1	49,9

Sources : OME, BP Statistical Review et Cedigaz

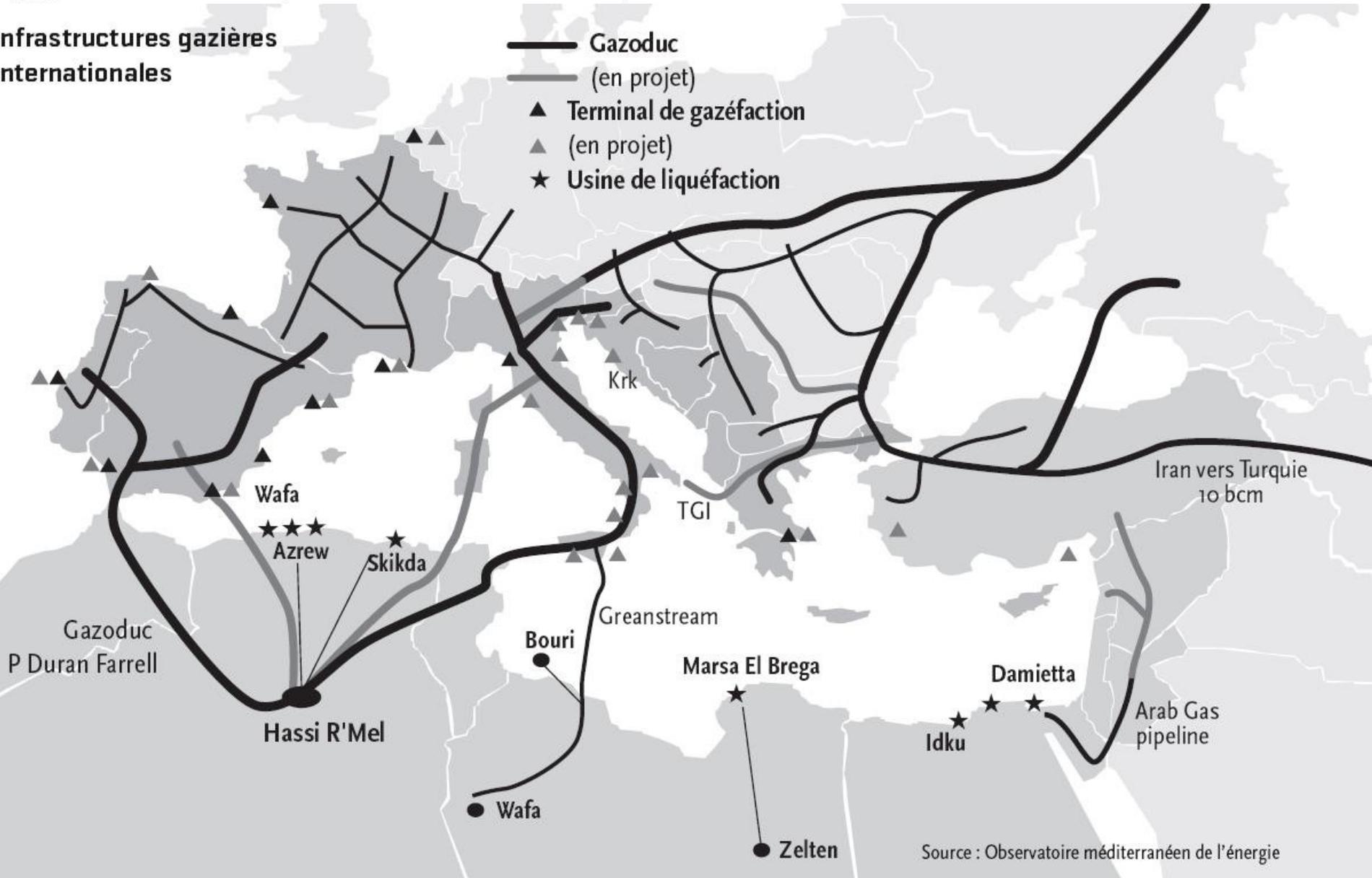
Source : IFEMED, oct. 2009

Réerves et production de pétrole et de gaz en Méditerranée

2006

Infrastructures gazières internationales

- Gazoduc
- (en projet)
- ▲ Terminal de gazéfaction
- ▲ (en projet)
- ★ Usine de liquéfaction



2.3. Préoccupations et contraintes

- Pour les pays du N : des approvisionnements incertains sur un marché fluctuant
 - Niveau de production et surtout capacité de stockage et de transport
 - Libéralisation qui a mis à mal les relations traditionnelles
- Diesel et essence : une double dépendance
 - Déficit actuel en diesel comblé par des importations russes mais quid demain?
 - Excédents en essence absorbés pour moitié par les USA, voire le reste de l'Europe mais quid demain?
- Electrification : assurer l'accès à tous
 - Importants investissements nécessaires (120Mds d'euros) dans les zones rurales du S mais où trouver les moyens?
- Une région sensible au réchauffement climatique
 - D'après GIEC: T° + 4°C à 5,5°C en 2090-2099 et précipitations en baisse de 20% par rapport aux niveaux de 1980-1999

2.4. Quelles pistes possibles pour demain ?

- Le contexte
 - Malgré la mondialisation, maintien ou renforcement du processus d'intégration régionale pour diverses raisons : réduction nécessaire de transports « inutiles », facilités et traditions de contacts, plus forte solidarité...
 - Impérieuse nécessité de réduire les écarts N-S en jouant sur les complémentarités, la recherche de l'équilibre dans les relations et le souci de solidarité

- Une opportunité
 - Mise en place de l'Union pour la Méditerranée

2.4. Quelles pistes possibles pour demain?

- Quelques options en matière énergétique
 - Développer des **partenariats industriels** dans le domaine minier garantissant à la fois la sécurité des approvisionnements et celle des débouchés
 - Revoir les capacités de **raffinage** et de **traitement des hydrocarbures** pour les mettre en ligne avec les besoins du marché
 - Investir dans des projets intégrés pour développer l'**aval de la pétrochimie**
 - Développer les marchés locaux en développant l'**accès à l'énergie électrique**
 - Promouvoir le **développement durable** en mettant en œuvre des politiques de sobriété énergétique et une meilleure exploitation des ER. L'OME préconise ainsi deux projets :
 - **Projet intégré solaire** : c'est un projet régional du Maroc à la Turquie axé sur la mise en place d'un grand nb de sites de production d'énergie solaire (photovoltaïque et solaire à concentration) et sur la fabrication des équipements nécessaires; ce projet devrait avoir un impact non seulement sur les conditions de vie des populations rurales mais encore en agriculture (amélioration des techniques de pompage) et sur le tourisme des régions semi-désertiques
 - Création d'un **Fonds carbone méditerranée** qui pourrait bénéficier des MDP de l'UE et investir dans des projets d'efficacité énergétique ou d'ER.
 - Accompagner le **développement nucléaire** de pays qui **choisiraient cette voie**
 - Mettre en œuvre des **programmes de recherche et de formation** impliquant sociétés et universités du N et du S

3. Essai de synthèse

3.1. Rôle majeur du nouveau contexte

- Mondialisation et les nouvelles concurrences
- Libéralisation générale des économies
- Nouveau management
- Fortes mutations technologiques
- Montée en force des problèmes environnementaux
- Nouveau contexte énergétique
- Incertitude générale

3.2. Nécessité de faire bloc face

- Aux deux autres pôles de la Triade
- Aux pays émergents
- Aux fournisseurs d'énergie et de matières premières

3.3. Mais la compétitivité l'emporte sur la cohésion

- En effet, trop peu de mesures
 - pour réduire les inégalités
 - pour assurer les solidarités
- Et aussi pour tenir compte des nouvelles attentes des consommateurs en termes de santé, de sécurité, d'éthique, de produits plus respectueux de l'environnement

Principales sources

- FAID M. K., L'énergie en Méditerranée, *Les Notes IPEMED*, n°2, oct. 2008.
- MERENNE-SCHOUMAKER B., *Géographie de l'énergie. Acteurs, lieux et enjeux*, Paris, Belin Sup Géographie, 2007.
- MERENNE-SCHOUMAKER B., Les Fondements d'une politique industrielle et énergétique pour l'Europe, « L'identité européenne : ses fondements historiques et géographiques ». Actes du colloque international organisé par la Société de Géographie et la Fondation Robert Schuman. *Bulletin de liaison des membres de la Société de Géographie de Paris*, hors-série, mai 2009, pp. 112-126.
- Mouvement Européen France, *Pour une politique européenne de l'énergie*, Diaporama, 26 février 2008 (<http://www.mouvement-europeen.eu/Le-PowerPoint-Energie-disponible>).
- PELLION Antoine, L'ouverture à la concurrence des marchés européens de l'électricité : genèse et perspectives d'un projet ambitieux, Fondation Robert Schumann, *Questions d'Europe 66*, 02-07-2007 (http://www.robert-schuman.eu/archives_questions_europe.php?page=3).
- VERCUEIL Julien, *Union européenne – Russie : des "politiques de voisinage" de l'énergie*, Géoconfluences, 20-12-2007 (<http://geoconfluences.enslsh.fr/doc/etpays/Europe/EurScient7.htm>).

Merci de votre attention